

juste titre, joué un rôle prépondérant dans le financement des déficits des pays en développement et s'était particulièrement distingué ».

Après le deuxième choc pétrolier de 1979, les pressions inflationnistes sur les pays de l'OCDE se sont fortement intensifiées, aggravant du même coup leurs problèmes de balance des paiements. Nombre d'entre eux ont alors décidé d'adopter des politiques monétaires restrictives. Ces décisions ont déclenché une grave récession, voire une crise selon certains, qui a entraîné un ralentissement de la croissance économique du monde industrialisé, parfois même une croissance négative, accompagnée en 1981 et en 1982 d'une montée en flèche des taux d'intérêt. Les emprunts massifs qu'ils ont contracté ont rendu de nombreux pays en voie de développement très vulnérables à la brusque hausse de ces taux.

Cette situation a causé à de nombreux pays du Tiers monde, lourdement endettés, de graves problèmes économiques dont ils ne sont pas encore remis. Sur les marchés mondiaux, la demande de produits autres que le pétrole s'est effondrée. Le prix des produits de base, principale source de devises étrangères pour bon nombre de pays, a chuté de 27 p. 100 en 1981 et en 1982. Dans bien des cas, la surévaluation des devises a entraîné une forte poussée des importations, les marchandises étrangères paraissant moins chères. La baisse des exportations et la forte croissance des importations ont gravement détérioré l'équilibre de la balance des paiements de nombreux pays débiteurs, dont plusieurs se sont retrouvés dans l'impossibilité d'honorer leurs dettes. Les intérêts sur les dettes antérieures augmentaient rapidement, les taux d'intérêt américains atteignant des sommets sans précédents. Compte tenu du fait que 80 p. 100 des dettes contractées avec les banques étaient libellées en dollars américains et qu'une partie importante d'entre elles était assujettie à des taux flottants, les coûts du service de la dette avaient, eux aussi, augmenté en proportion.

Ces facteurs externes n'ont pas été les seules explications de la crise. Les pays débiteurs ont, quant à eux, avivé la crise par leurs politiques intérieures et leurs décisions. Des banquiers et des représentants ont indiqué au Comité qu'un certain nombre de gouvernements emprunteurs avaient mal géré leurs économies et pris des mesures de politique intérieure peu judicieuses; qu'une surévaluation de la devise vénézuélienne pendant vingt ans, par exemple, avait été à l'origine d'une fuite massive de capitaux; que les mesures inflationnistes mises en oeuvre au Mexique et au Brésil avaient miné la compétitivité internationale de ces pays et enfin, que l'Argentine et le Mexique avaient aggravé leurs problèmes en soutenant des entreprises d'État non rentables. Sous-estimant la portée et la durée de la crise qui s'annonçait, un grand nombre de pays ont préféré adopter des politiques favorisant la consommation, au lieu de prendre les mesures de redressement qui s'imposaient. Une bonne partie des capitaux disponibles ont servi à financer des industries inefficaces, étatiques ou subventionnées, tandis que, dans certains cas, les dépenses militaires ont absorbé des fonds qui auraient pu être utilisés de façon productive.*

* Parallèlement, si l'on en croit une étude de la Banque mondiale, une grande partie des emprunts contractés par les pays en voie de développement dans les années soixante-dix avait été bien utilisée, servant à stimuler la croissance économique. En fait, le taux de croissance de ces pays au cours de cette période dépassait celui du groupe des pays de l'OCDE.